



# CONSTRUIRE UNE ÉNERGIE D'AVENIR !

Les projets de démantèlement des entreprises de l'énergie sont plus que jamais d'actualité et poursuivent le même objectif : une logique financière à court terme.

## Le nom Hercule disparaît mais la menace demeure

Le PDG d'EDF, le gouvernement et ses conseillers en communication sortent leur bonne vieille méthode qui consiste à modifier le nom d'un projet quand il est contesté.

Cette manœuvre marketing a pour seul objectif de créer le trouble et la confusion dans l'esprit des citoyen-ne-s et des salarié-e-s et de rassurer les indécis-e-s. Leur projet, maintenant surnommé habilement et malhonnêtement « Grand EDF », **demeure bel et bien un projet de démantèlement** et de mise en concurrence entre les moyens de production qui privatiserait le réseau de distribution Enedis et la direction Commerce du groupe EDF.

## Ils n'ont aucunement l'intention de renationaliser l'entreprise

Leur « grand projet » consisterait simplement à recapitaliser l'entreprise pour résoudre temporairement le problème de la dette et satisfaire les agences de notation, **avant de réouvrir le capital dans un deuxième temps** pour le plus grand bonheur des actionnaires.

Avec un capital majoritairement privé pour Énergies Renouvelables, EDF Commerce et Enedis, quel serait l'avenir de ces entités et du monopole de distribution essentiel au maintien la péréquation tarifaire ?

Ne nous laissons pas tromper sur leurs intentions. Il suffit d'ailleurs pour s'en convaincre de constater où en est Engie après avoir emprunté ce chemin là...

## Engie, un nouveau coup de boutoir

Le plan Clamadieu visant à recentrer les activités du groupe sur son rôle d'énergéticien, consiste à séparer Engie en deux entités et vendre plusieurs activités, notamment les activités de services à l'énergie en France et à l'étranger. Le « New Engie » sera axé sur les infrastructures (comme les réseaux de gaz en France et au Brésil) et le développement des énergies renouvelables (hydraulique, éolien, solaire). L'autre partie, regroupée dans une entité dénommée pour l'heure « Bright », a vocation à être vendue telle quelle, ou introduite en Bourse.

Mi-mai, la direction générale du groupe a dévoilé sa nouvelle stratégie, celle **d'accroître les cessions d'activités**, pour atteindre 9 à 10 Milliards d'euros sur les trois prochaines années, pour investir massivement sur les énergies renouvelables en particulier. Au-delà du manque de pertinence de tout miser sur les énergies renouvelables, les **plans de cessions successifs ont fait et feront perdre de nombreuses activités et de précieuses compétences**, ils continueront d'affaiblir et d'appauvrir le groupe **avec d'importantes pertes d'emplois à la clé**. Les investissements consistent à utiliser le cash remonté par les infrastructures françaises (GRT Gaz, GRDF ...) pour investir à l'étranger, avec l'ambition de s'attaquer au marché de l'Amérique du nord.

« Quid de la péréquation tarifaire? »



la cgt UFICT mines-énergie

Un espace de confiance pour agir



Des nouvelles  
pertes d'emploi à  
craindre



Malheureusement ENGIE reste en retard sur les énergies renouvelables tant en investissements qu'en capacités propres de production, et rien ne garantit que la stratégie annoncée, que ce "nouvel ENGIE", soit en mesure de s'affirmer sur le marché.

En prime, **l'affaiblissement de la valeur financière du groupe risque de se solder par un rachat (amical ou hostile) d'un autre énergéticien français ou européen.**

### De multiples transformations au bénéfice de qui ?

Depuis 2004, date de l'ouverture du capital d'EDF et de GDF, les transformations des entreprises se suivent et se ressemblent sans pour autant servir l'intérêt des usagers et encore moins celui des salarié.e.s. Nous assistons à des restructurations et à des **négociations incessantes qui amoindrissent au fil du temps nos garanties collectives**, à l'instar des négociations classification/rémunération en cours. Nous subissons de **perpétuelles réorganisations qui désorganisent l'activité et altèrent nos conditions de travail** et le sens même de nos métiers. Au fil des années les emplois diminuent et les charges de travail augmentent, alors que les enveloppes d'avancements au choix sont réduites à peau de chagrin, nous privant d'une juste reconnaissance de notre investissement.

L'Ufict-CGT reste opposée à ces stratégies de transformation purement financières et **propose le Programme Progressiste de l'Énergie : une alternative réaliste** pour un service public de l'énergie qui réponde aux besoins des citoyen-ne-s. Rien n'est inéluctable !

La mobilisation des salarié-e-s et l'intervention des élu-e-s a déjà permis de faire reculer le gouvernement sur son calendrier.

L'État n'est absolument pas contraint de se plier au dictat de la Commission Européenne et peut faire prévaloir l'intérêt national... mais encore faut-il en ait la volonté !

# LE 22 JUIN À PARIS

**Défendons l'intégrité de nos entreprises  
et l'avenir énergétique de la nation.**

**Gagnons le retrait de ces projets !**



[ufictfnme.fr](http://ufictfnme.fr)



[facebook.com/UfictCgtFnme/](https://facebook.com/UfictCgtFnme/)



**Ingénieurs, Cadres, Techniciens**  
**IMPLIQUÉS, CONCERNÉS, TOUS ENGAGÉS**